

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 26/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AXA Investment Managers Paris**

Tour Majunga - La Défense 9 -

6 place de la Pyramide

92800 Puteaux

Références : Action nationale Entrepôt couvert

N° de dossier : 31727

Code AIOT : 0007406343

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement AXA Investment Managers Paris implanté 95 A 97 RUE DU MOULIN DE CAGE 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 28/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXA Investment Managers Paris
- 95 à 97 RUE DU MOULIN DE CAGE 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007406343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un entrepôt classé à la rubrique 1510.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de l'inspection réalisée le 23/09/2020, notamment le respect de l'arrêté de mise en demeure du 02/12/2020,
- le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 08/03/2005 et de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	conformité au dossier et aux plans d'autorisation d'exploiter	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 2	/	Astreinte	2 mois
4	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Surveillance et contrôle des accès	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 3	/	Astreinte	2 mois
10	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 6	/	Astreinte	3 mois
13	Evacuation du personnel	AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 3	/	Astreinte	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
14	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Prescriptions générales – nombre de cellules – conformité au dossier et aux plans	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Titre 1 condition 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Respect des dispositions constructives – état des murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Conditions 11, 12, 16, 17, 27	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 13	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
19	Issues de secours maintenues en libre accès	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 17	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
22	maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (2)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 22	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
31	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
32	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
33	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
34	Porte coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (1)	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 10	/	Sans objet
9	Exercice de défense contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 5	/	Sans objet
11	Contrôle périodique (chaudières 2910)	AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 1	/	Sans objet
12	Rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dossier d'exploitation à disposition et à jour	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 4	/	Sans objet
5	Classement rubrique 1510	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	/	Sans objet
17	Dispositions constructives (2)	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 17	/	Sans objet
23	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 7	/	Sans objet
25	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 15	/	Sans objet
26	Pollution des eaux (2)	Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 7	/	Sans objet
29	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 23	/	Sans objet
30	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 16 non-conformités lors de la visite.

Plusieurs non-conformités avaient déjà été identifiées lors de l'inspection précédente et n'ont pas été suivi d'action de la part de l'exploitant. Un défaut dans la détection incendie a été constaté notamment au niveau d'une des cellules du bâtiment A dans laquelle une mezzanine a été installée sans détection appropriée et sans en informer le préfet. Le risque incendie n'est pas totalement maîtrisé à ce jour sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : conformité au dossier et aux plans d'autorisation d'exploiter

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modifications non déclarées (mezzanine et stockage de pneumatique)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure de respecter les dispositions de la condition 1 du titre 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation RAA n°2005-098 du 08/03/2005. Elle devra soit revenir en conformité à son arrêté d'autorisation, soit mettre en conformité l'installation avec la réglementation en vigueur et informer l'inspection des modifications par un porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.  Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 1 : Considérant les modifications des installations effectuées non déclarées à Monsieur le Préfet préalablement à leurs réalisations, l'exploitant doit soit revenir en conformité à son arrêté d'autorisation, soit mettre en conformité l'installation avec la réglementation en vigueur et informer Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine de ces modifications par un porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Les modifications constatées lors de la visite d'inspection du 29/09/2020, à savoir l'installation d'une mezzanine sur 2 niveaux dans la cellule louée à DISTRICASH, n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance au préfet. Lors de la visite, l'inspection a à nouveau constaté la présence de la mezzanine, sans système de détection dédié et adapté. Ainsi l'établissement n'est toujours pas conforme à son arrêté d'autorisation et n'a pas réalisé les démarches pour se mettre en conformité.
<b>Non-conformité :</b> Contrairement à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02/12/2020, l'exploitant n'a pas effectué les travaux pour revenir en conformité avec son arrêté d'autorisation ou déclaré les modifications réalisées sur son établissement en informant le préfet des modifications effectuées par un porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'inspection des installations classées propose d'imposer le paiement d'une astreinte journalière de 150 euros TTC par jour à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte jusqu'à satisfaction de la mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Ce montant est basé sur le montant estimé de l'installation d'un SSI de catégorie A avec détection automatique d'incendie pour une cellule de stockage s'élevant à environ 70 000€.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Dossier d'exploitation à disposition et à jour**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, présence du dossier d'exploitation à jour
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure de constituer et tenir à disposition de l'inspection des installations classées le dossier d'exploitation prescrit au point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 [...]</p> <p>Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 2 : Contrairement au point 1.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant ne tient pas à la disposition de l'inspection des installations classées le dossier administratif de l'établissement.</p> <p><b>Constats :</b> Les personnes recontrées de COGESTRA et APB CONSEIL, au nom de l'exploitant, ont présenté à l'inspection un dossier informatique dans lequel se trouvait le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2003 contenant notamment les plans d'origine de l'installation.</p> <p>Par courrier du 15/07/2021, APB Conseil avait transmis à l'inspection l'ensemble du dossier avec les récépissés de déclaration des installations classées 2910 et 2925, le plan de masse des réseaux et les arrêtés préfectoraux réglementant le site.</p> <p>COGESTRA a indiqué ne pas avoir de rapport de visite de risques menée par l'assureur de l'installation. D'après l'exploitant, aucune visite de risque n'a été menée sur le site.</p> <p>APB Conseil a présenté l'étude de flux thermique de la cellule louée par Districash datée du 18/12/2020 et une étude de flux thermique permettant de déterminer que la coursive traversant le bâtiment suffit à éviter la propagation d'un incendie entre les cellules situées de part et d'autre de la coursive datée du 29/10/2020. Cette dernière comprend l'étude de l'ensemble des cellules composant le bâtiment.</p> <p>A la suite de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de faire parvenir à l'inspection les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan de localisation des poteaux incendie et la justification de la disponibilité effective des débits ;</li><li>- le rapport de vérification du système d'extinction automatique démontrant le respect des normes en vigueur pour son installation et son dimensionnement.</li></ul> <p>Par courriel du 27/04/2023, APB Conseil a transmis le rapport de vérification des 6 bouches incendie justifiant la disponibilité des débits requis ainsi que l'attestation d'installation du système d'extinction automatique (sprinkleur) vérifiée par l'APSAD daté de 1999.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Situation administrative au titre des ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p><b>Constats :</b> L'établissement est composé d'un bâtiment divisé en plusieurs cellules dédiées au stockage de matières combustibles.</p> <p>L'entrepôt est divisé en 8 cellules selon le dossier d'autorisation déposé en 2003. Le jour de l'inspection, 3 locataires occupaient une partie du bâtiment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- société CAT, stockage de pièces automobiles;</li> <li>- société DPD;</li> </ul> <p><i>Commentaire : ces 2 locataires ont déposé une demande de congés et devraient libérer les cellules occupées prochainement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- société DISTRICASH, stockage de pièces automobiles et pneumatiques</li> </ul> <p>Plusieurs cellules du bâtiment sont inoccupées et vides de matières combustibles.</p> <p>Le volume de stockage susceptible de contenir des matières combustibles est égal à 245 000 m3 pour l'entrepôt A. Le site est classé à enregistrement sous la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Le site est équipé d'une chaufferie d'une puissance de 1,9 MW. L'exploitant a indiqué avoir procédé à une modification de l'installation de combustion en 2021 en supprimant une chaudière et en remplaçant l'autre chaudière existante. L'exploitant a indiqué avoir procédé à une déclaration de cessation auprès du préfet.</p> <p>Le site est soumis à déclaration pour la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>En ce qui concerne le stockage de pneumatique au niveau de la cellule Disticash, l'exploitant a déclaré que le volume stocké était inférieur au seuil de déclaration de la rubrique 2663 (1000 m3) avec une capacité maximale de stockage ne pouvant dépasser 14 000 pneus.</p> <p>Concernant la rubrique 2925, le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2925-1.</p> <p>Dans l'état des stocks transmis dans le cadre de la visite d'inspection, il est fait mention de 3 t de gaz fluorés correspondant à la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées stockés dans la cellule louée par EXADIS.</p> <p><b>L'exploitant devra se positionner sur le classement de l'installation au titre de la rubrique 1185-2.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Classement rubrique 1510**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, volume total de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Demande complémentaire n°4 : L'exploitant est tenu de transmettre le plan de l'entrepôt avec ses cellules et de justifier le volume total de l'entrepôt pour apprécier son classement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> APB Conseil, pour le compte de l'exploitant a présenté un plan de l'entrepôt et les volumes présents au jour de l'inspection. Ces éléments permettent de confirmer le classement de l'installation sous la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Situation administrative au titre des ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, fusion des 2 sites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques  Observation 1 : L'exploitant devra considérer l'établissement dans son intégralité (entrepôt A et B) dans le cadre d'un éventuel porter à connaissance visant à régulariser sa situation administrative suite à la non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure n°1 du rapport d'inspection faisant suite à l'inspection du 23/09/20.
<b>Constats :</b> Les 2 entités (entrepôt A et entrepôt B) ne sont pas considérées à ce jour comme une seule entité. L'exploitant n'a transmis aucun porter à connaissance ou demande de modification à ce sujet. Toutefois les constats effectués lors de la précédente inspection sont toujours effectifs à savoir qu'il est constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>– que les établissements SCI Gennevilliers Logisitcs Investments – Bâtiment A (n°S3IC : 74-6343, n° dossier : 31727) et SCI Gennevilliers Logisitcs Investments – Bâtiment B (n°S3IC : 74-8267, n° dossier : 31714) sont mitoyens et à une distance susceptible d'être inférieure à 40m;</li><li>– que les deux établissements sont situés dans le même espace, dénommé commercialement EUROSTORE ;</li><li>– que cet espace présente des mutualisations de moyens, qui portent notamment sur la clôture de l'établissement, le gardiennage, les réseaux d'eaux pluviales, le système de lutte automatique</li></ul>

contre l'incendie et de report d'alarme au poste de gardiennage ;

- qu'ils sont exploités par le même exploitant : SCI Gennevilliers Logistics Investments ;
- que cet exploitant effectue sans distinction les contrôles réglementaires sur les deux installations.

Par conséquent, l'inspection considère toujours qu'il n'y a pas lieu de séparer administrativement les deux installations classées. Celles-ci forment un ensemble au regard des intérêts à protéger au titre de l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant devra régulariser sa situation administrative et considérer les 2 bâtiments comme une seule entité en déposant un dossier à porter à connaissance auprès du préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Surveillance et contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accès en cas d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 25 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 précité, de justifier d'une surveillance permanente de l'entrepôt permettant notamment l'alerte de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux, y compris les cellules louées.  Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 3 : Contrairement au point 25 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas pu justifier d'une surveillance permanente de l'entrepôt permettant notamment l'alerte de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la mise en place d'une boîte à clés au niveau du local du gardien. Ainsi le gardien peut permettre l'accès aux cellules des locataires aux services de secours en cas de sinistre. 2 locataires n'ont cependant pas fourni les clés permettant l'accès à leurs cellules. Le 1 <sup>er</sup> le justifie car il possède un service de gardiennage dédié à ces cellules. Du personnel est présent en permanence dans les locaux (y compris la nuit et le week-end). L'accès aux cellules est permis avec cette personne sur place. Le 2 <sup>ème</sup> locataire n'ayant pas fourni ses clés à l'exploitant ne peut justifier d'une présence en permanence d'un personnel de gardiennage dans ses locaux et aucune procédure de type astreinte permettant d'assurer l'arrivée d'un responsable dans des délais courts pouvant permettre l'accès rapidement aux services de secours n'est en place.  <b>Non-conformité :</b> Contrairement au point 25 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas pu justifier d'une surveillance permanente de l'entrepôt permettant notamment l'alerte de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.  Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'inspection des installations classées propose d'imposer le paiement d'une astreinte journalière de 30 euros TTC par jour à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte jusqu'à satisfaction de la mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (1)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure de fournir un échéancier de mise en conformité des équipements des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, ainsi que des équipements des installations électriques et de chauffage, visant à satisfaire aux dispositions du point 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2007 précité. L'échéancier sera justifié par une étude technico-économique visant à effectuer les travaux nécessaires dans des délais aussi court que techniquement et économiquement possible.

Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 4 : Contrairement au point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant ne s'est pas assuré suffisamment d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Il est tenu de fournir un échéancier des actions nécessaires visant à mettre en conformité l'installation dans des délais aussi courts que techniquement possible.

**Constats :** Dans un courrier de réponse envoyé le 23/02/2021, APB Conseil, au nom de l'exploitant, a envoyé un compte-rendu de vérification du système de sprinklers réalisée les 11 et 12 juin 2020 par la société Atlantique automatismes incendie et qui conclut à une installation en risque d'échec.

Lors de la visite, les personnes rencontrées de COGESTRA et APB Conseil ont présenté à l'inspection un rapport de vérification de l'installation d'extinction automatique (sprinklers) réalisée par la société CNPP les 10 et 11 août 2022. Le rapport relève 3 non-conformités présentant un risque d'échec de l'installation.

COGESTRA a justifié la mise en place d'un suivi des actions correctives sur ces 3 non-conformités dans son logiciel de suivi. Il a notamment présenté un devis pour le changement du groupe motopompe défaillant daté de février 2023.

Une nouvelle vérification de l'installation de sprinklers a été réalisée en avril 2023. L'exploitant n'avait pas reçu le rapport au moment de la visite et ne l'a pas fait parvenir à l'inspection à la suite de l'inspection. **L'exploitant transmettra copie du rapport à l'inspection dans un délai d'un mois.**

Le système de désenfumage a été vérifié en mai 2022. L'exploitant a présenté le rapport de vérification réalisée par la société IDEA France daté du 11/05/2022. L'exploitant a également transmis par courriel du 27/04/2023, 3 procès-verbaux de réception datés du 24/10/2022 pour des travaux et essais réalisés sur le système de désenfumage attestant que les installations sont en état de fonctionnement satisfaisant.

Le logiciel de suivi des actions présenté lors de la visite par l'exploitant indique que l'exploitant procède à la maintenance de son installation et procède aux actions correctives nécessaires suite aux vérifications réalisées.

Les portes coupe-feu ont été vérifiées les 09-10/05/2022 par la société FIVO. L'exploitant a présenté et transmis le rapport correspondant.

Les installations électriques ont été vérifiées par Bureau Veritas le 05/08/2022. Une non-conformité récurrente figure dans le rapport. L'exploitant a expliqué que cette non-conformité avait cependant fait l'objet d'une correction constatée par Bureau veritas. La non-conformité ne devrait plus apparaître dans le rapport, l'exploitant a signalé cette erreur au bureau d'études. L'exploitant a également transmis sur demande de l'inspection le rapport de vérification précédent daté du 30/08/2021.

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Exercice de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure conformément aux dispositions du point 13 de l'arrêté du 11/04/2017, d'organiser et justifier de la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 5 : Contrairement au point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas organisé d'exercice de défense contre l'incendie.</p> <p><b>Constats :</b> Dans son courrier daté du 15/07/2021, l'exploitant indiquait avoir organisé un exercice sur le plan de défense incendie en janvier 2021.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de compte-rendu d'exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Il a indiqué avoir programmé un exercice avec la société GESTIIM le 24/04/2023.</p> <p>Par courriel du 27/05/2023, l'exploitant a informé l'exploitant de la réalisation de l'exercice le 25/04/2023 mais n'a pas transmis le compte-rendu.</p> <p><b>L'exploitant transmettra le compte-rendu de l'exercice réalisé à l'inspection dans un délai d'un mois.</b></p>
<b>Observations :</b> Conformément au point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017, l'exploitant réalisera un exercice de défense contre l'incendie en 2026 au plus tard.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence de personnel formé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017, de démontrer et justifier l'organisation en place visant à garantir la présence en permanence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>

Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 6 : Contrairement au point 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant ne peut pas justifier de la présence en permanence de personnel formé aux tâches de sécurité incendie dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie.

**Constats :** Par courrier du 23/02/2021, APB Conseil, au nom de l'exploitant, a indiqué « qu'une consigne particulière a été transmise à la société de gardiennage SAGA, de plus pour les cas de mise à l'arrêt ou d'indisponibilité du système de sécurité incendie sur le site, chaque locataire reçoit de la part de la société COGESTRA une indication de la non-disponibilité du système sprinkler avec un rappel sur l'interdiction de réaliser des travaux par point chaud. »

La procédure à destination de la société SAGA stipule qu'en cas d'indisponibilité des systèmes de sécurité incendie les procédures de contrôles doivent être renforcées et la procédure d'interdiction des travaux par points chauds est déclenchée. Les locataires doivent être avertis par la société SAGA de cette interdiction.

En dehors de cette procédure, COGESTRA a confirmé qu'il n'y avait aucune autre mesure définie pour les périodes et les zones concernées par une indisponibilité du système d'extinction automatique.

COGESTRA a indiqué que la formation SSIAP des gardiens n'était pas exigée.

L'exploitant n'a pas vérifié que la procédure d'interdiction des travaux par points chauds étaient bien connue du service de gardiennage et des locataires.

Contrairement au point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique, l'exploitant ne peut pas garantir la présence d'un personnel formé aux tâches de sécurité incendie présent en permanence sur le site. Les autres moyens d'extinction ne sont pas renforcés. Les mesures mises en place sont insuffisantes.

Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'inspection des installations classées propose d'imposer le paiement d'une astreinte journalière de 50 euros TTC par jour à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte jusqu'à satisfaction de la mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Contrôle périodique (chaudières 2910)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, remise en conformité après contrôle périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure conformément aux dispositions de l'article R. 224-36 du code de l'environnement de prendre les mesures nécessaires à la mise en conformité des chaudières de l'installation avec les prescriptions des articles R. 224-22 et R. 224-29 du code de l'environnement (mesures de rendements obligatoires des chaudières, livret de chaufferie).</p> <p>Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 7 : Contrairement à l'article R. 224-36 du code de l'environnement, l'exploitant ou le propriétaire de l'installation thermique contrôlée non conforme aux obligations prévues par les articles R. 224-22 à R. 224-29 n'a pas pris les mesures nécessaires pour y remédier dans un délai de trois mois à compter de la réception du compte rendu de la visite de contrôle.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courrier du 15/07/2021, APC Conseil, au nom de l'exploitant, a informé l'inspection de son projet de supprimer une chaudière du site et de remplacer l'autre chaudière.</p> <p>Lors de la visite, APB Conseil et COGESTRA ont confirmé la réalisation des travaux et ont indiqué avoir transmis un porter à connaissance relatif à cette modification.</p> <p>APC Conseil a transmis le dossier à l'inspection par courriel du 27/04/2023.</p> <p>Un contrôle de la nouvelle installation de combustion est programmé le 19/04/2023. Par courriel du 27/04/2023, l'exploitant a confirmé la réalisation des contrôles mais les rapports correspondants n'étaient pas encore disponibles à la date de rédaction du présent rapport.</p> <p><b>L'exploitant les transmettra à l'inspection dès réception.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesure des polluants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure, conformément aux dispositions du point 6.3 de l'annexe I de l'arrêté du 3/08/2018 précité, de réaliser et justifier d'une mesure des polluants rejetés par l'installation de combustion.</p> <p>Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 8 : Contrairement au point 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une mesure des polluants rejetés par l'installation de combustion datant de moins de 3 ans.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, APB Conseil a informé l'inspection de la programmation d'un contrôle des effluents gazeux de la chaudière le 19/04/2023. Il a confirmé par courriel du 27/04/2023 la réalisation de ce contrôle mais le rapport correspondant n'était pas encore disponible à la date de rédaction du présent rapport.</p> <p><b>L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des effluents gazeux dès réception à l'inspection des installations classées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Exercice d'évacuation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/12/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, exercice d'évacuation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SCI GENNEVILLIERS LOGISTICS INVESTMENTS est mise en demeure conformément aux dispositions du point 14 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017, d'organiser et justifier de la réalisation d'un exercice d'évacuation.</p> <p>Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 9 : Contrairement au point 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'organise pas un exercice d'évacuation tous les six mois.</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 15/07/2021, APC Conseil, au nom de l'exploitant, a indiqué qu'« un exercice d'évacuation a été organisé en janvier 2021 au titre de l'exercice, et les locataires doivent aussi de leur côté adresser les CR de leur compte rendu individuel conformément au code du travail.</p> <p>Contrairement au point 14 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, depuis cet exercice organisé en janvier 2021, l'exploitant n'a pas réalisé d'autres exercices d'évacuation du personnel. Par ailleurs, il convient que tous les locataires participent à cet exercice.</p> <p>Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'inspection des installations</p>

classées propose d'imposer le paiement d'une astreinte journalière de 20 euros TTC par jour à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'asteinte jusqu'à satisfaction de la mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Détection automatique d'incendie sur mezzanine**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection incendie mezzanine
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. [...]</p> <p>Non-conformité A : Contrairement au point 12 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, dans le cas des cellules comportant au moins une mezzanine, un système de détection dédié et adapté n'est pas prévu.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté lors de la visite que la mezzanine composée de 2 niveaux dans la cellule occupée par Districash était toujours en place sans système de détection incendie dédié contrairement au point 12 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 15 : Prescriptions générales – nombre de cellules – conformité au dossier et aux plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Titre 1 condition 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, exploitation conforme au dossier et aux plans
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations seront situées et aménagées conformément au dossier et aux plans en date du 19/06/2003.</p> <p>[...] Il est divisé en 8 cellules. [...]</p> <p>Non-conformité B : L'exploitant doit déterminer si la paroi de la cellule VIR présentant une ouverture a pour fonction de diviser deux cellules au sens de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08/03/2005 et de mettre en oeuvre, le cas échéant, les travaux nécessaires à sa mise en conformité.</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 23/02/2021, APB Conseil, au nom de l'exploitant, informait l'inspection qu'un bureau de contrôle avait été mandaté pour déterminer si la cellule ex VIR présentant une ouverture avait pour fonction de diviser deux cellules au sens de l'arrêté préfectoral d'autorisation</p>

du 08/03/05.

Lors de la visite, les personnes rencontrées n'ont pas été en mesure de présenter cette étude.  
L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que la paroi située au niveau de la cellule ex VIR avait pour fonction initiale de diviser 2 cellules.

L'inspection a visité la cellule en question et a constaté l'absence de locataire et de stockage.  
Dans l'étude Flumilog fournie, l'exploitant a considéré cette cellule comme 2 cellules distinctes isolées entre elles par un mur coupe-feu. Cette hypothèse ne correspond pas à la réalité constatée.

Contrairement à la condition 1 du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2005, les installations ne semblent pas aménagées conformément au dossier et aux plans en date du 19/06/2003.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 16 : Respect des dispositions constructives – état des murs coupe-feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Conditions 11, 12, 16, 17, 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, respect des dispositions constructives définies dans l'arrêté préfectoral
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Condition 11 : [...] les parois séparant les cellules devront être coupe-feu de degré 2 heures. Les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, seront rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent exigé aux murs séparatifs. [...]  Condition 12 : L'entrepôt est divisé en 8 cellules de surface comprise entre 670 m <sup>2</sup> et 6 540 m <sup>2</sup> , l'ensemble des cellules étant muni de l'extinction automatique d'incendie. En cas de modification de l'implantation des cellules, la taille d'une cellule munie de l'extinction automatique devra toujours être inférieure à 6000 m <sup>2</sup> .  Condition 16 : On isolera les ateliers, les locaux administratifs et techniques et les locaux sociaux des cellules de stockage de l'entrepôt par des parois coupe-feu de degré 2 heures . Les blocs-portes de communication seront coupe-feu de degré 1 heure au minimum et munie d'un ferme-porte.  Non-conformité C : Il est demandé à l'exploitant d'établir un bilan sur la conformité du site aux dispositions constructives de l'arrêté préfectoral RAA n°2005-098 du 08 mars 2005, en particulier les conditions 11, 12, 16, 17 et 27 (énonciation non exhaustive), et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en ce qui le concerne. Il effectuera également une étude FLUMILOG visant à déterminer les flux thermiques mis en jeu en cas d'incendie de l'établissement et justifiera, le cas échéant, la suffisance du volume libre de la coursive comme obstacle à la propagation d'un incendie.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé le bilan sur la conformité du site aux dispositions constructives de l'arrêté préfectoral n°2005-098 du 08/03/2005 et de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié.  L'inspection a notamment constaté que des percements ont été effectués dans les murs ou parois séparatifs. L'exploitant devra démontrer que le passage des gaines a bien été rebouché afin d'assurer un degré équivalent aux murs séparatifs.  Selon la condition 12 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2005, l'entrepôt est divisé en 8 cellules. L'exploitant devra préciser la situation de ces cellules et se prononcer sur l'état des murs séparant les cellules. L'inspection a notamment constaté lors de la visite la forte détérioration du mur séparant la cellule Districash et DPD suite à l'affaissement du sol. (cf. photo ci-jointe).  <b>Non-conformité : l'exploitant devra justifier du respect des dispositions constructives de l'arrêté préfectoral du 08/03/2005 et de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

N° 17 : Dispositions constructives (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Issues de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des issues pour les personnes seront prévues en nombre suffisant pour que de tout point de l'entrepôt la distance à parcourir pour atteindre l'une d'elle, en empruntant les allées de circulation, ne soit pas supérieure à 50m, s'il existe le choix entre 2 issues, et 25 m dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. [...] Au moins 2 issues vers l'extérieur, dans 2 directions opposées, seront prévues dans chaque cellule de stockage de surface supérieure à 1000 m <sup>2</sup> . [...]  Non-conformité D : L'exploitant doit justifier le respect de la condition 17 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2005, en particulier les distances à parcourir, ainsi que la disponibilité de deux issues de secours au minimum dans deux directions opposées pour les cellules de surface supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> . Selon les conclusions de cette justification, l'exploitant doit prendre les mesures nécessaires, tant matérielles qu'organisationnelles, pour atteindre la conformité. Il joindra à la justification un échéancier des actions prévues.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 15/07/2021, APB Conseil, au nom de l'exploitant, indiquait avoir missionné le cabinet AGMS pour réaliser une étude de vacuité des moyens de secours et distances aux issues. Cette étude, datée du 18/12/2020, conclut que le nombre d'issue est suffisant et que les distances respectent la condition 17 l'arrêté préfectoral du 08/03/2005.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débit et quantités d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.</p> <p>Non-conformité E : L'exploitant doit faire l'état des lieux des moyens incendie à sa disposition (emplacement, type, débits, prises de raccordement, réserves, etc.) et en vérifier l'adéquation via l'application du document technique D9 (INESC – FFSA – CNPP). Il mettra à jour la documentation correspondante et joindra l'étude technique D9 au dossier prévu à l'article 1.2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p>
<p><b>Constats :</b> APB Conseil, au nom de l'exploitant a transmis une note sur le dimensionnement des besoin en eau selon le référentiel D9 datée du 21/09/2020 réalisée par APB Conseil.</p> <p>Débit requis : 300m<sup>3</sup>/h soit 600m<sup>3</sup> (2h d'incendie)</p> <p>Volume de rétention : 2 720 m<sup>3</sup></p> <p>Dans le rapport de vérification des bouches incendie du 08/08/2022, le débit mesuré des 6 bouches incendie est compris entre 158 m<sup>3</sup>/h et 238 m<sup>3</sup>/h. Il n'y a pas de mention du débit en simultané.</p> <p><b>Conformément au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant fera réaliser une vérification des points d'eau incendie pour justifier de l'atteinte du débit requis de manière simultanée.</b></p> <p>Par courriel du 27/04/2023, APB Conseil a transmis l'attestation d'installation du système d'extinction automatique (sprinkleur) vérifiée par l'APSAD daté de 1999.</p> <p><b>Conformément à l'alinéa 15 du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant justifiera de la durée de validité du certificat de conformité au regard du référentiel APSAD. Le cas échéant, il renouvellera ce certificat.</b></p>
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 19 : Issues de secours maintenues en libre accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accès aux issues de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Les cheminements d'évacuation du personnel et les issues de secours seront clairement balisés, repérables en toutes circonstances et toujours maintenus libres d'accès, sur une largeur d'au moins 0,9m.</p> <p>Non-conformité F : Contrairement à la condition 17 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 08/03/05, une porte servant d'issue de secours ne pouvait pas s'ouvrir par une manoeuvre simple et l'entravement par une barre de fer du dispositif d'ouverture conduit à un verrouillage de la porte pendant la période de présence du personnel.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, au niveau de la cellule Districash, une porte servant d'issue de secours était entravée par une barre de fer (cf. photo ci-jointe).</p> <p>Contrairement à la condition 17 de l'arrêté préfectoral du 08/03/2005, les issues de secours ne sont pas maintenues en libre accès.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 22 : maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification périodiques des équipements dans les locaux loués
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>Observation 4 : Il revient à l'exploitant de s'assurer que l'ensemble des équipements de l'installation visés au point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 font l'objet des vérifications, contrôles et maintenances réglementaires, y compris dans le cas des locaux loués.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que la porte coupe-feu située entre les 2 cellules louées par CAT était défectueuse. L'exploitant procédera à la réparation de la porte coupe-feu dans les meilleurs délais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 23 : Pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des pollutions accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Condition 7 : [...] toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement [...]
Observation 5 : Afin de déterminer l'adéquation entre les volumes indiqués par le POI et les volumes susceptibles de devoir être retenus en cas d'incendie, il convient de procéder à l'évaluation des rétentions des eaux d'extinction incendie. Cette évaluation pourra se faire conformément au document technique D9A (INESC-FFSA-CNPP).
<b>Constats :</b> L'étude D9-D9A daté du 21/09/2020 fournie par l'exploitant indique un volume de rétention nécessaire estimé à 2 720 m <sup>3</sup> pour l'ensemble du site (bâtiments A et B). L'exploitant a déclaré avoir le volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 25 : Risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II point 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.[...]
Demande complémentaire n°1 : L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées la dernière Analyse du Risque Foudre, la dernière Étude technique correspondante et les derniers rapports de vérifications complètes et visuelles portées sur l'installation.
<b>Constats :</b> Par courriel du 27/04/2023, APB Conseil, au nom de l'exploitant, a transmis le dernier rapport de vérification complète réalisée en février 2023 par la société Etablissements RENARD. Cette vérification a été réalisée selon l'analyse du risque foudre datée du 9 janvier 2020 par Bureau Veritas. La vérification fait état de 4 non conformités. L'exploitant a également transmis un devis provenant des Etablissements RENARD daté du 7 mars 2023 pour la remise en conformité des installations de protection contre la foudre suite à la vérification complète réalisée.
<b>Observations :</b> Conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant fera réaliser une vérification visuelle annuellement par un organisme compétent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 26 : Pollution des eaux (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2005, article Condition 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vanne martelière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Des vannes de sectionnement permettront d'isoler le réseau d'eaux résiduaires en cas de déversement accidentel. Les dispositifs d'isolement de réseau seront bien visibles et facilement accessibles. Une pancarte indestructible indiquera leur rôle et leur manœuvre. Ils seront entretenus et vérifiés régulièrement. [...]  Demande complémentaire n°2 : L'exploitant informera l'inspection des installations classées de l'implantation et du rôle de la vanne martelière. Le cas échéant, si celle-ci a un rôle dans le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie, il joindra l'échéancier des travaux qu'il envisage visant à sa remise en fonctionnement.
<b>Constats :</b> Par courrier du 23/02/2021, APB Conseil, au nom de l'exploitant, a transmis à l'inspection des rapports d'intervention sur la vanne martelière dont le dernier, daté du 17/09/2019, indique que la vanne martelière est étanche et que le graissage et la manipulation sont opérationnels.  APB Conseil a également fourni un rapport de la société IP SERVE qui indique que la vanne est présente mais non fonctionnelle et qu'un devis est en cours pour la réparer dans les meilleurs délais.  Lors de la visite, l'inspection a constaté que le mécanisme de la vanne était fonctionnel mais n'a pas pu constater la fermeture effective et totale de la vanne faute d'outil pour manoeuvrer la trappe. L'exploitant a transmis par courriel du 27/04/2023 une attestation d'intervention de la société SESEM qui conclut au bon fonctionnement de la vanne martelière.
<b>Observations :</b> Il convient que l'exploitant s'assure d'être en capacité de manoeuvrer la vanne martelière à tout moment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 29 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, transmission du plan à l'inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. Les dispositions du point 23 de l'annexe II sont applicables aux installations existantes au 31 décembre 2023.  [...] Le plan de défense incendie comprend : - « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un

<p>incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>« - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> <li>« - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li> <li>« - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li> <li>« - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>« - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;</li> <li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li> <li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li> <li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li> <li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li> <li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Demande complémentaire n°6 : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées copie numérique de son Plan de Défense Incendie, répondant aux prescriptions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p><b>Constats :</b> Dans son courrier du 15/07/2021, APB Conseil, au nom de l'exploitant, a transmis le plan de défense incendie du site dans son ensemble (entrepôt A et B).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

**N° 30 :** Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>

<p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats</b> : APB Conseil, pour l'exploitant, a présenté lors de la visite de l'inspection le logiciel DOCSTOCK mis en place pour suivre l'état des stocks des différentes cellules de l'établissement.</p> <p>APB Conseil, au nom de l'exploitant a, à la suite de l'inspection, transmis par courriel du 27/04/2023 un extrait de l'état des stocks qui faisait état à la date du 20/04/2023 de :</p> <p>Bâtiment A</p> <p>cellule Disticash - 403 m3 de "pneumatiques", 2548 m3 de "combustibles"</p> <p>cellule CAT - 1254 m3 de "combustibles "</p> <p>cellule DPD - pas d'information</p> <p>les autres cellules du bâtiment sont vides.</p> <p>Bâtiment B</p> <p>cellule BUT - 1 336 m3 de "combustibles"</p> <p>cellule EXADIS - 895 t de "combustibles", 3t de gaz fluorés</p> <p>cellule PROCODIS - 1 920 m3 de "combustibles"</p> <p>Les autres cellules du bâtiment sont vides.</p> <p>Cet état des stocks est accessible en dehors du site selon la personne rencontrée d'APB Conseil, en charge du sujet pour le compte de l'exploitant. Il est consultable par le gestionnaire du site (COGESTRA) et le bureau d'étude APB Conseil.</p> <p>Il est prévu qu'il soit également accessible au niveau du local du gardien. Actuellement le gardien doit appeler la personne de COGESTRA ou APB Conseil pour obtenir l'état des stocks.</p> <p>Les locataires doivent transmettre hebdomadairement leur état des stocks via le logiciel lié automatiquement à leur logiciel de gestion.</p> <p>Une procédure envoyée à chaque locataire a été rédigée et transmise à chacun.</p>
<p><b>Observations</b> : Il convient que l'état des stocks permette d'avoir une information exhaustive sur toutes les cellules quelque soit le locataire en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Sans objet</p>

**N° 31 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
<b>Constats :</b> L'état des stocks fourni est intelligible par les pouvoirs publics. Il présente le volume des matières combustibles stockées par cellule sur un plan. Toutefois le niveau de détail fourni ne permet pas de connaître la nature des produits stockés, seule la mention combustible ou pneumatique ou gaz distingue les stocks des différentes cellules.
<b>L'exploitant doit améliorer l'état des stocks afin de fournir des informations plus exploitables.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 32 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b> L'état des stocks présenté ne permet pas de fournir une information lisible par le public puisqu'il ne précise pas quel type de matière combustible est stocké. L'exploitant a indiqué être en train de travailler sur ce point. Les informations sur la nature du matériel stocké du type "pièces automobiles" ou encore "pneus" devraient être disponibles prochainement dans l'état des stocks.
<b>L'exploitant doit améliorer l'état des stocks afin de fournir des informations lisibles par le public.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 33 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum <i>soit</i> celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, <i>soit</i> celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire.</p> <p>Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b> APB Conseil, au nom de l'exploitant, a envoyé une étude de flux thermique réalisée sur l'ensemble des cellules de l'entrepôt A. Toutefois sur cette étude, la cellule ex VIR est divisée en deux ce qui ne correspond pas à la situation constatée sur le site. La paroi entre la cellule Disticash et DPD est très abimée, sa résistance au feu est également remise en question.</p> <p>La propagation d'un incendie à 3 cellules n'est pas réalisée.</p> <p><b>L'exploitant doit réaliser une étude de flux correspondant à la réalité du site.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 34 : Porte coupe-feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2007, article annexe II point 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, compartimentage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Condition 11 : [...] les portes communicantes entre cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.
<b>Constats :</b> Lors de la visite de la cellule louée par DISTRICASH, l'inspection a constaté que la porte coupe-feu séparant la cellule principale de la mezzanine située au dessus du quai de chargement était maintenue ouverte par une cale.  Contrairement à l'alinéa 4 de la condition 11 du titre II de l'arrêté préfectoral du 08/03/2005, la fermeture automatique de la porte en cas d'incendie n'était pas assurée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois